

« UN PQ RENOUVELÉ, UNE NATION VERTE » - ALLOCUTION DU CHEF DU PARTI QUÉBÉCOIS À DRUMMONDVILLE

dimanche 11 juin, 2017

Facebook

Twitter

« *Un PQ renouvelé, une nation verte* »

Allocution du chef du Parti Québécois lors du conseil national extraordinaire de Drummondville le 11 juin 2017

La version lue fait foi.

Chaque année, aux États-Unis, les présidents américains font le discours sur l'état de l'Union. Et j'ai toujours pensé qu'un premier ministre québécois devrait, chaque année, faire aussi un discours sur l'état de la nation.

Mais je me suis dit que, pour nous faire la main, on pourrait commencer par un discours sur l'état du Parti Québécois, à un peu plus d'un an d'une élection générale cruciale pour le Québec.

Commençons par ce qui fait la force de l'enracinement d'un parti politique. Ses membres. Et comparons avec ceux des autres partis.

Il y a des gens qui entrent et qui sortent, c'est normal. Mais, alors que les autres partis se plaignent de la désertion massive de leurs membres, au Parti Québécois, depuis un an, 12 500 nouvelles personnes se sont jointes à nous. On leur souhaite la bienvenue.

Mais il y a plus que le nombre. Il y a la représentativité. Nous avons lancé, depuis six mois, avec Paul St-Pierre Plamondon et tout le parti, un grand mouvement d'addition de nos membres d'expérience avec nos membres de moins de 40 ans.

D'abord, le nombre de nos membres de moins de 40 ans a augmenté d'un tiers en six mois.

Ensuite, le renouvellement de nos exécutifs locaux et régionaux ces derniers mois a permis un nouvel équilibre intergénérationnel, où les moins de 40 ans occupent au moins le tiers des sièges, le tiers des présidences, 40 % des présidences régionales et plus de 40 % des délégués au prochain congrès.

Nous avons réussi, ensemble, la régénération du Parti Québécois!

Nous allons l'illustrer, immédiatement. Je demande à tous les délégués d'expérience, donc de plus de 40 ans, de se lever.

Maintenant, tous les délégués de moins de 40 ans!

Vous voyez, vous êtes presque à égalité, ensemble, coude à coude, prêts pour des victoires.

Il y a plus encore. Nous avons lancé, il y a six mois, avec Carole Poirier et tout le parti, un grand mouvement d'ouverture aux Québécois de la diversité qui partagent nos valeurs, nos propositions et notre objectif indépendantiste.

Je suis heureux de vous présenter les membres du comité provisoire sur la diversité. Ils viennent de toutes les régions du Québec et je vais vous dire quel pays ils représentent. Je regarde mes notes. Ils représentent leur pays, le Québec!

Je continue à vous faire rapport sur l'état du parti.

Nous avons inventé, avec René Lévesque, le financement populaire. Voici, pour l'année en cours, les résultats compilés par le Directeur général des élections, en pourcentage des dons.

Nous sommes le parti du financement populaire. Mais je vous lance un appel, aujourd'hui. Nous avons beaucoup d'initiatives à financer d'ici l'élection, et on vous invite à être encore plus généreux, encore plus actifs dans le financement pour dépasser nos objectifs.

Finalement, le Parti Québécois est-il branché? Nous avons compilé l'empreinte Facebook et Twitter des partis et des chefs pour nous en rendre compte.

Nous sommes, sur les réseaux sociaux, de loin le parti le plus moderne, le plus connecté, le plus actif. Nous sommes une force de persuasion massive et je vous invite à participer, chacun d'entre vous, à cette grande conversation numérique que nous avons avec les Québécois de tous les âges et de toutes les régions.

Bref, je suis heureux de conclure : l'état du Parti Québécois est exceptionnel. Grâce à vous. Exceptionnel.

« Les Québécois sont des exilés au sein de leur pays, le Canada. » Parce que le Canada leur tourne le dos. Parce que leur nation n'est pas reconnue. Philippe Couillard, le plus fédéraliste de nos premiers ministres, a finalement dû se rendre à cette évidence. Il y a un problème de fond. Persistant, lancinant, irritant.

Et, quand le premier ministre de la nation québécoise exprime de la façon la plus douce, la plus patiente et la plus diplomatique possible le vœu qu'un jour, peut-être, sans vouloir froisser

personne, on pourrait discuter de la possibilité d'admettre, dans la loi fondamentale canadienne, l'existence de la nation, que se passe-t-il?

Trudeau. Il se passe Trudeau. L'homme de l'ouverture, de la tolérance, des *sunny ways*, s'est jeté de tout son poids pour humilier Philippe Couillard, a traité sa revendication de sémantique sans intérêt.

On serait tenté de dire que le mépris envers le Québec chez les Trudeau est héréditaire. Ce serait ne pas faire justice à ce qu'il représente. Justin Trudeau a parfaitement incarné l'esprit du Canada envers les aspirations légitimes du Québec. Il est au diapason de l'opinion canadienne. Le Québec ne compte pas. Le Québec n'est pas digne de respect.

Alors, Justin Trudeau a plaqué Philippe Couillard au sol. Pour toute réplique, Philippe Couillard a fait semblant qu'il faisait une sieste. Jamais le premier ministre du Québec n'a levé le ton. Jamais il n'a fait savoir que Justin Trudeau manquait de respect envers les Québécois. Jamais.

Le premier ministre du Québec a subi la pire humiliation depuis que Pierre Trudeau avait traité Robert Bourassa de « mangeur de hot-dogs ».

J'espère que les Québécois ont été très attentifs à ce qui s'est passé ces derniers jours. Avec le gouvernement Couillard, le Québec n'a plus aucun rapport de force. Sur l'investissement dans Bombardier, il a perdu. Sur les transferts fédéraux en santé, il a perdu. Sur la Banque de l'infrastructure, il a perdu.

Avec Philippe Couillard et les fédéralistes, le Québec n'est ni aimé, ni respecté, ni craint. Pourquoi? Entre autres parce que Philippe Couillard ne croit pas à la force du Québec. Il l'a dit cette semaine. Il voit les Québécois comme des incompetents et des incapables qui sombreraient dans la pauvreté s'ils lâchaient la béquille canadienne. Jamais on n'avait entendu un chef fédéraliste québécois avoir aussi honte du Québec et de sa force intrinsèque.

Je suis content d'avoir défendu les Québécois à l'Assemblée nationale, cette semaine, en rappelant à Philippe Couillard qu'un Québec indépendant serait la sixième puissance économique des Amériques, une des économies les plus diversifiées et ouvertes au monde, aurait des ressources renouvelables en abondance, une population éduquée, créatrice, au talent fou. Le Canada est un éteignoir. Un Québec indépendant, ce serait un feu d'artifice permanent!

Mais à quel prix?, demande M. Couillard. Depuis des mois, je lui propose de débattre des mérites comparés du fédéralisme et de l'indépendance pendant une heure à la télévision. Mais il refuse. Il a peur. Est-ce qu'il a aussi peur de moi que de Justin Trudeau? Les paris sont ouverts.

Alors, je vais lui donner un avant-goût avec trois chiffres.

Trois milliards. C'est la part que les contribuables québécois vont payer pour des avions de chasse militaires dernier cri, dont on n'a vraiment pas besoin. Trois milliards. Indépendant, le Québec pourrait, avec cette somme, rénover toutes les écoles vétustes du Québec.

Quatre milliards. C'est ce qui nous manque chaque année en investissement productif fédéral au Québec. C'est l'absence de notre juste part, le déficit d'investissement canadien qui nous prive de 35 000 emplois par an. Avec cette somme, un Québec indépendant pourrait doubler chaque année son budget en culture, en agriculture et en justice.

Finalement, 30 milliards. C'est la somme colossale que les Québécois vont déboursier d'ici 25 ans pour financer des superemplois à Halifax et à Vancouver pour reconstruire et entretenir la marine de guerre canadienne. Nos grands-parents disaient que le Québec était la vache à lait du Canada, depuis sa fondation, depuis 150 ans. Avec les 30 milliards qu'il va nous prendre, on va devenir la laiterie, la fromagerie, et le supermarché du Canada. Trente milliards extraits de notre économie pour enrichir l'économie du Canada anglais – c'est le plus grand détournement de fonds de notre histoire.

Alors, je dis aux Québécois : on ne peut pas compter sur Philippe Couillard pour tenir tête à Justin Trudeau, il vient de le prouver. On ne peut pas compter non plus sur François Legault, qui a été complètement muet pendant cet épisode.

Le Québec a besoin d'un gouvernement qui n'a pas peur de défendre ses intérêts. Le Québec a besoin de retrouver son rapport de force. Comme il l'avait avec des gouvernements du Parti Québécois. Le Québec a besoin, aujourd'hui plus que jamais, d'un gouvernement du Parti Québécois.

Justin Trudeau, Philippe Couillard et François Legault ont quelque chose en commun. Ce sont les trois amis du pipeline Énergie Est.

Justin Trudeau l'a dit : il veut le plus de pipelines possible pour le pétrole canadien. Il s'est rendu récemment faire la promotion du pétrole extrême devant les rois du pétrole au Texas. Il a été ovationné à tout rompre. Justin Trudeau est très populaire chez les pollueurs. Il ne s'en cache même plus. L'acceptabilité sociale, finalement, pour Énergie Est, ce n'est pas indispensable. Et l'accord du Québec? Il ne se pose même pas la question.

Philippe Couillard l'a dit : il est normal que le pétrole coule d'ouest en est. François Legault l'a dit : combien ça paye? Si les Albertains lui donnent un chèque, il applaudira le passage du pétrole le plus polluant au monde à travers 860 de nos rivières.

La CAQ est donc prête à mettre aux enchères la rivière des Outaouais, la rivière des Mille-Îles, la rivière Saint-Maurice, la rivière Sainte-Anne, la rivière Jacques-Cartier et, bien sûr, le fleuve Saint-Laurent.

Le PLQ et la CAQ, qu'on va appeler, pour faire court, le PL-CAQ, sont prêts à contribuer à rendre irréversible le réchauffement climatique. Oui. James Hansen, le grand expert de la NASA a fait les calculs. Si le pétrole des sables bitumineux de l'Alberta est complètement extrait, ce

sera « game over » pour le climat. Échec et mat. Il y aura trop de gaz à effet de serre dans l'atmosphère pour éviter la catastrophe.

En entrevue, Justin Trudeau a affirmé qu'une responsabilité fondamentale d'un premier ministre du Canada, c'est de permettre à nos ressources de se rendre au marché. Moi, je dis qu'une responsabilité fondamentale d'un premier ministre du Québec, c'est de tout mettre en œuvre pour empêcher le réchauffement irréversible de la planète.

Nous avons eu déjà trop d'érosion des berges, trop d'inondations, trop de dégel du pergélisol pour nier notre responsabilité.

Je veux que nous puissions dire à nos enfants et à nos petits-enfants que dans le grand combat contre le réchauffement planétaire, le Parti Québécois était aux premières lignes, le Québec était aux premières lignes.

Nous sommes aussi les gardiens, pour nous et pour les prochaines générations, d'une des plus grandes réserves d'eau douce au monde. Quelle est la probabilité qu'il y ait un déversement majeur du pipeline s'il était construit?

Le Conseil des Canadiens a fait le bilan des accidents dans les pipelines de TransCanada au cours des six dernières années, y compris dans ses pipelines flambant neufs. Le Conseil des Canadiens prévoit que, si la tendance se maintient, sur les 40 ans de vie d'Énergie Est, il y aura six déversements importants. Six.

De quelle ampleur? Au Michigan, en 2010, un oléoduc a déversé 3 millions de litres. Les travaux partiels de nettoyage ont coûté 1 milliard de dollars. Mais c'était un petit oléoduc. Pas un des plus grands du monde, comme celui qu'on nous promet. Une rupture d'Énergie Est pourrait déverser jusqu'à 30 millions de litres, dix fois plus qu'au Michigan. On n'ose même pas penser à l'étendue des dommages.

Un Québec indépendant, bien sûr, maître de son destin, pourrait dire non, tout simplement, à un pipeline canadien sur son territoire. Et c'est le thème du premier feuillet de la série « 50 réponses plus un sur l'indépendance ». Une série qui commence aujourd'hui.

Un gouvernement du Parti Québécois élu en octobre 2018 ne sera pas démuni. Nous demanderons aux électeurs le mandat électoral clair de prendre toutes les mesures politiques, législatives, réglementaires, normatives pour empêcher la construction d'un seul kilomètre de ce pipeline. Je donne aujourd'hui à notre porte-parole en environnement, Sylvain Gaudreault, et à notre comité du parti sur le développement durable le mandat de faire un inventaire exhaustif de toutes les mesures qui seront à notre disposition pour faire en sorte qu'avec le Parti Québécois au pouvoir, Énergie Est ne voie jamais le jour.

Laissez-moi vous dire ce qui va voir le jour, sous un gouvernement du Parti Québécois.

L'énergie verte. L'économie verte. L'innovation verte. Une nouvelle vague d'entrepreneuriat vert sur tout le territoire. Une nation verte.

Nous serons élus en octobre 2018. Quelques mois plus tard, nous présenterons notre premier budget et ce sera le budget du virage vert. Imaginatif, structurant, transformateur, lançant des initiatives nationales ambitieuses et concrètes, et suscitant des projets dans chaque coin et recoin du Québec.

Nous sommes au carrefour d'une nécessité économique et d'une nécessité climatique. Nécessité économique, d'abord : avec la chute des coûts de l'énergie chez nos voisins, y compris la chute rapide des coûts de l'énergie renouvelable, il devient de plus en plus évident que nous allons devoir consommer localement une part croissante de notre propre hydroélectricité. Nécessité climatique : pour être une nation modèle dans la lutte contre le réchauffement, nous devons réduire rapidement notre consommation de pétrole.

Ce carrefour est aussi celui d'une formidable occasion à saisir : celle d'une nouvelle croissance économique durable et d'une meilleure qualité de vie.

Puisque notre pétrole est importé d'ailleurs dans le monde, chaque baril de pétrole économisé est un investissement dans notre économie locale. C'est comme si le Québec avait construit un pipeline d'argent qui déverse hors de nos frontières, chaque année, 18 milliards de dollars. En pure perte pour notre économie. Il faut déployer un effort gigantesque pour garder ces milliards chez nous, pour qu'ils servent à notre bien-être.

Quoi faire avec cet argent? J'entends les chefs du PL-CAQ rêver de nouveaux barrages. Ils se trompent de siècle.

Demain, pour le coût d'un nouveau barrage de la Romaine, on pourrait investir en rénovation verte, libérer autant d'énergie (des négawatts) et soutenir pendant des décennies plus de 60 000 emplois. La prochaine Baie-James, elle n'est pas dans le Grand Nord, elle est dans chaque maison, chaque immeuble, au coin de chaque rue.

Imaginez les travailleurs, en Mauricie, qui transforment le lithium pour alimenter la production de batteries en Montérégie pour les installer dans des véhicules électriques fabriqués et assemblés dans les Laurentides avec de l'aluminium de la Côte-Nord et du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Imaginez les panneaux solaires produits dans la métropole, avec des innovations des entreprises d'optique de Québec, utilisés autant en Estrie qu'en Outaouais. Imaginez les régions forestières du Québec, produisant une biomasse remplaçant les hydrocarbures, et du bois traité pour une utilisation de plus en plus grande de bois dans nos édifices. Imaginez la relève agricole investie dans l'agriculture de proximité, avec des circuits courts et des produits valorisés dans nos épiceries locales. Imaginez les éoliennes, fabriquées en Gaspésie et dans le Bas-Saint-Laurent, servir de moteurs aux communautés, aux coopératives, aux Premières Nations qui voudront s'y investir en partenaires. Imaginez la biométhanisation de nos déchets devenant productifs dans toutes les régions du Québec.

Et imaginez le plaisir qu'on aura, dès notre retour au pouvoir, lorsqu'on va abroger la loi moyenâgeuse adoptée par les libéraux, la loi qui donne aux pétrolières le droit d'exproprier partout au Québec, la loi 106. On va la renvoyer au Moyen Âge! Et on va demander à la Caisse

de dépôt de montrer l'exemple et de mettre fin à ses investissements dans les compagnies pétrolières.

Nous allons prendre le pouvoir dans un moment crucial de changement. Les moins de 40 ans n'ont pas grandi avec la religion de l'automobile. Ils sont de la génération de l'auto-partage, du covoiturage, du transport actif et du transport collectif. Et ça tombe bien, car le transport nouveau est à nos portes. Notre rôle historique est d'accélérer la transition vers tous les modes de mobilité durable, dans la métropole, dans la capitale et dans les régions.

Oui, nous réaliserons un banc d'essai pour le projet de monorail électrique. Nous proposerons pour Montréal un plan global d'augmentation du transport collectif qui aura un réel effet pour réduire la congestion et les gaz à effet de serre. Nous, on n'oubliera pas l'Est de Montréal. Nous, on n'oubliera pas Longueuil.

Avec les acteurs locaux de chaque région, nous déploierons des mesures adaptées pour faciliter, de l'Abitibi à la Gaspésie, la transition à la mobilité durable. Et notre capitale nationale, enfin, sera dotée d'un système robuste de transport en commun.

C'est un enjeu environnemental, oui. C'est un enjeu économique, oui. Mais c'est aussi un enjeu de santé publique et de justice sociale. Les Québécoises et les Québécois les plus vulnérables sont les premières victimes de l'augmentation de la pollution, des épisodes de grande chaleur et des logements mal isolés par des propriétaires qui s'en balancent.

L'important effort de logement social, de rénovation que nous allons entreprendre va améliorer leur qualité de vie à eux, leur santé à eux. Et les propriétaires de ce qu'on appelle les « taudis énergétiques » seront rappelés à l'ordre. On estime qu'il y a au Québec 20 000 logements à l'étanchéité médiocre. Les propriétaires de ces logements, et des logements insalubres, seront privés du droit d'imposer une augmentation de loyer tant qu'ils n'auront pas rectifié la situation. Tout simplement.

Dans toutes ces actions, l'impulsion du gouvernement du Parti Québécois sera essentielle. Premier ministre, je garderai la responsabilité du développement durable et je dirigerai un comité interministériel sur le virage vert. Le Fonds vert sera consacré aux mesures les plus porteuses pour réduire les GES et sera rattaché à ce comité.

Mais j'ai parlé d'impulsion. Car la force créatrice du nouveau Québec vert réside dans la volonté et la créativité de dizaines et de centaines de milliers de Québécoises et de Québécois engagés dans cette transformation.

Dans les entreprises d'économie sociale, dans les PME, dans les quartiers, dans les centres de transfert technologiques de nos cégeps, dans nos universités et dans nos centres de recherche. De plus en plus, dans nos conseils de quartier et nos conseils municipaux.

Avant, on trouvait moins de 10 % des Québécois qui voulaient se lancer en entreprise, qu'elle soit sociale, privée ou coopérative. Aujourd'hui, 30 % des Québécois d'adoption et – tenez-vous

bien – 42 % des moins de 35 ans aimeraient être leur propre patron. Et ils veulent le faire là où ils habitent.

Dans l'arrondissement Saint-Michel de Montréal ou à Saint-Michel-des-Saints dans les Laurentides, à Saint-Michel près de Québec, dans le quartier Saint-Michel à Thetford Mines ou au lac Michel dans Lanaudière, même au lac Mike en Haute-Mauricie. Évidemment, ça leur prend Internet haute vitesse sur tout le territoire avant la fin de notre premier mandat.

Mais voyez l'extraordinaire ressource que nous avons dans tout le Québec. La plus grande vague entrepreneuriale de notre histoire. Avec une conscience écologique jamais vue. Nous sommes le parti de la relève entrepreneuriale, nous sommes le parti de la relève verte, nous sommes le parti de la nation verte.

Et, comme le disait Barack Obama : « Nous sommes ceux que nous attendions. »

J'ajouterais : nous sommes la lumière au bout du tunnel des années libérales.

Le Parti Québécois, indépendantiste, progressiste, pragmatique, entrepreneurial, des grandes villes et des régions.

Le Parti Québécois, régénéré, est prêt à piloter le virage vert du Québec, à faire du Québec une nation verte, à être au rendez-vous de toutes les nations qui mènent le grand combat du XXI^e siècle, pour nous, pour aujourd'hui, pour demain et pour tous les lendemains du Québec et du monde.